

Bordereau attestant l'exactitude des informations - BASSE TERRE - 9711 - Actes des sociétés (A)  
- Dépôt le 04/10/2024 - A2024/002420 - 2023 B 00659 - 978 419 687 - 2C

**2C**  
Société à Responsabilité Limitée  
Au capital de 1000,00 €  
Siège social : 12 rue Kennedy - Marigot - 97150 SAINT-MARTIN  
R.C.S. de BASSE-TERRE : 978 419 687  
-----

**PROCES-VERBAL DE REUNION  
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 1<sup>er</sup> mars 2024**

**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE**

**Le 1<sup>er</sup> Mars**

**A SAINT-MARTIN, au siège de la société, A 17 heures**

Les associés se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation régulière de la gérance de la société.

Tous les associés de la société sont présents

\* Monsieur ASSELIN Dimitri titulaire de 50 parts ci ..... 50

\* Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan titulaire de 50 parts ci ..... 50

Ensemble : CENT PARTS, ci ..... 100

L'assemblée, réunissant la totalité des parts sociales, peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

La séance est présidée par Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan en sa qualité d'associé.

Le président dépose sur le bureau de l'assemblée et met à la disposition des membres :

\* La feuille de présence;

\* Le rapport de la gérance,

Le président rappelle que l'assemblée générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

- Démission de Monsieur CHAUVIN Guillaume de son poste de gérant,
- Nomination de Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan en qualité de gérant
- Modification des dispositions de l'article 14 des statuts
- Cession de parts sociales et modification de l'article 8 des statuts
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Après lecture du rapport de gérance et des cessions de parts dont s'agit, le président déclare ouverte la discussion.

Diverses observations sont échangées et personne ne demande plus la parole.

Le président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

**PREMIERE RESOLUTION**

Monsieur CHAUVIN Guillaume prend la parole et expose les raisons pour lesquelles il souhaite interrompre son mandat de gérance. L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur CHAUVIN Guillaume à compter de ce jour.

La collectivité des associés remercie Monsieur CHAUVIN Guillaume pour ses services et lui donne quitus pour sa gérance.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### **DEUXIEME RESOLUTION**

La collectivité des associés décide de nommer, à compter de ce jour, en qualité de nouveau gérant, pour une durée indéterminée :

Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan

Il exercera ses fonctions dans les conditions prévues par les textes en vigueur et les statuts.

Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan intervient aux présentes et déclare accepter les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées, et n'être frappé d'aucune interdiction ou déchéance édictée par les textes en vigueur susceptible de lui interdire d'exercer ces fonctions

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, décide de modifier, ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article 14 des statuts :

#### **Article 14 – Gérance**

« La société .....ordinaire des associés.

La gérance de la société est assurée par Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan, demeurant à Saint Martin (97150), 210 Les palétuviers, Résidence le Grand Saint Martin.  
Il exercera son mandat sans limitation de durée»

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, en conséquence des actes de cession de parts sociales signés et validés ce jour entre les associés, décide de modifier, ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article 8 des statuts :

#### **Article 8 – Capital Social**

Le capital social est fixé à la somme de : 1 000 euros.

Il est divisé en 100 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

à M. ASSELIN	50 parts
à M. SAVUNTHARARASA	50 parts

Total des parts formant le capital social : 100 parts

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

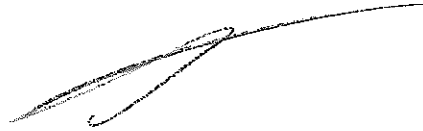
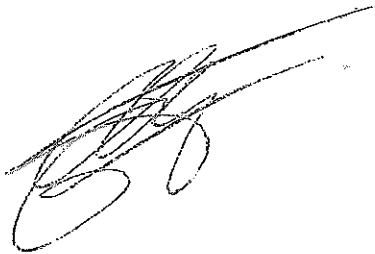
**CINQUIEME RESOLUTION**

La collectivité des associés décide de consentir au gérant, tous les pouvoirs nécessaires et les plus étendus avec faculté de délégation aux fins de faire les formalités auprès du greffe suite aux cessions de parts, nomination de gérance modifications statutaires, et d'une manière générale faire toutes déclarations, prendre tous engagements, arrêter toutes conditions et conventions et faire le nécessaire sans aucune exception, restriction, limitation ou réserve quelconque.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée à 18 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, établi sur trois (3) pages, qui a été signé par tous les associés présents ou représentés.



---

# ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

---

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

**Monsieur CHAUVIN Guillaume**, né le 23 février 1980 à Léhon (22), célibataire, demeurant Résidence KAFFA – Port Caraïbes, 97150 Saint Martin

ci-après désigné le « **Cédant** »,

**D'UNE PART**

**ET**

**Monsieur ASSELIN Dimitri**, né le 20 mars 1981 à Juvisy sur Orge, de nationalité française, célibataire, demeurant Lot 13 – 86 rue de Concordia, 97150 Saint Martin

ci-après désigné le « **Cessionnaire** »,

**D'AUTRE PART**

Le Cédant et le Cessionnaire étant ensemble ci-après désignés les « **Parties** ».

## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT:

Le Cédant est propriétaire de 33 parts sociales composant le capital social de la société 2C, société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €, divisé en cent (100) parts de 10 € chacune, entièrement libérées, dont le siège social est sis 12 rue Kennedy, 97150 Saint Martin, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Basse-Terre sous le numéro 978 419 687 (ci-après désignée la « **Société** ») et qui a pour objet :

Rôtisserie, traiteur, restauration rapide

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1. CESSION DES PARTS

Par les présentes, le Cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au Cessionnaire, qui accepte, la pleine propriété de dix-sept (17) parts sociales de la Société de 10 euros chacune (ci-après désignées les « **Parts** »), lui appartenant dans la Société.

### ARTICLE 2. PROPRIETE ET JOUISSANCE

Le Cessionnaire est, à compter de ce jour, propriétaire des Parts et subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux Parts, sans exceptions ni réserves.

Il est expressément convenu qu'à compter de la date de signature des présentes, le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes qui pourraient être attribués aux Parts au titre de l'exercice social en cours au jour de la cession.

AO

CG

### **ARTICLE 3. PRIX ET PAIEMENT DU PRIX**

#### **3.1. Prix**

La cession des Parts est consentie et acceptée moyennant le prix principal de un euro (1 €), (ci-après désigné le « Prix »).

#### **3.2. Paiement du Prix**

Les Parties conviennent que le Prix sera payé comme suit :

- à la date de signature des présentes, le Cessionnaire verse la totalité de la somme au Cédant, qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance.

### **ARTICLE 4. AGREMENT – NOTIFICATION**

Conformément aux dispositions des statuts, la procédure d'agrément des cessionnaires par les autres associés a été respectée dans le cadre de la présente cession.

Selon l'article 11 des statuts de la Société, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

### **ARTICLE 5. ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur CHAUVIN Guillaume, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport dans le capital de la société.

### **ARTICLE 6. DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE**

Le Cédant déclare :

- qu'il est né le 23 février 1980 à Léhon ;
- qu'il est célibataire ;
- qu'il est de nationalité française ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession ;
- que la Société n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- que la Société n'a jamais exercé d'activité illégale ou non conforme à ses statuts ;
- que la Société est à jour de ses déclarations fiscales, sociales ou autres ;
- que la Société a un compte bancaire ouvert dans les livres de la caisse d'épargne et qu'elle ne possède aucun autre bancaire ;
- que la Société n'a jamais eu d'incident de paiement.

Le Cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 20 mars 1981 à Juvisy sur Orge ;
- qu'il est de nationalité française ;
- qu'il est résident fiscal de la Collectivité d'Outre Mer de Saint Martin conformément à la réglementation en vigueur.

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

AD  
CG

## ARTICLE 7. DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- Que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,
- Que la société dont les parts sont cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés

## ARTICLE 8. FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.


La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.


## ARTICLE 9. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cédant qui s'y oblige.

Fait à SAINT MARTIN  
Le 1<sup>er</sup> mars 2024  
En SIX(6) originaux

  
*Lu et approuvé  
Bon pour la cession  
de dix-sept parts sociales*

\_\_\_\_\_  
**Le Cédant**  
Monsieur CHAUVIN Guillaume<sup>(1)</sup>

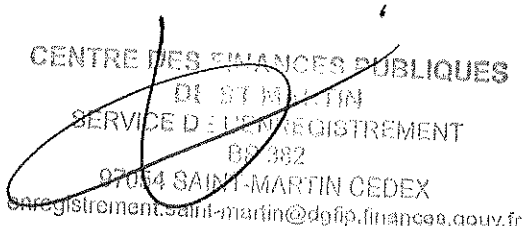
  
*Lu et approuvé  
Bon pour acceptation de la cession  
de dix-sept parts sociales*

\_\_\_\_\_  
**Le Cessionnaire**  
Monsieur ASSELIN Dimitri<sup>(2)</sup>

(1) Le Cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « *Lu et approuvé. Bon pour la cession de dix-sept (17) parts sociales* ».

(2) Le Cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « *Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession de dix-sept (17) parts sociales* ».

**Service de l' Enregistrement de Saint-Martin**  
Enregistré le 30/04/2024 - Bordereau 2024-7AB, n° 40  
Droits : 125 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : CENT VINGT CINQ EUROS  
Total reçu : 125 €  
Pour le responsable du Service de l' Enregistrement,  
Astrid BERTAUX

  
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE SAINT-MARTIN  
SERVICE DE L'ENREGISTREMENT  
BP 382  
97044 SAINT-MARTIN CEDEX  
saregistrement.saint-martin@dgfp.finances.gouv.fr

---

# ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

---

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

**Monsieur CHAUVIN Guillaume**, né le 23 février 1980 à Léhon (22), célibataire, demeurant Résidence KAFFA – Port Caraïbes, 97150 Saint Martin

ci-après désigné le « **Cédant** »,

**D'UNE PART**

**ET**

**Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan**, né le 09 septembre 1989 à Montfermeil, de nationalité française, célibataire, demeurant 210 Les Palétuviers – Le Grand saint Martin, 97150 Saint Martin

ci-après désigné le « **Cessionnaire** »,

**D'AUTRE PART**

Le Cédant et le Cessionnaire étant ensemble ci-après désignés les « **Parties** ».

## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT:

Le Cédant est propriétaire de 33 parts sociales composant le capital social de la société 2C, société à responsabilité limitée au capital de 1.000 €, divisé en cent (100) parts de 10 € chacune, entièrement libérées, dont le siège social est sis 12 rue Kennedy, 97150 Saint Martin, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Basse-Terre sous le numéro 978 419 687 (ci-après désignée la « **Société** ») et qui a pour objet :

Rôtisserie, traiteur, restauration rapide

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### ARTICLE 1. CESSION DES PARTS

Par les présentes, le Cédant cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au Cessionnaire, qui accepte, la pleine propriété de seize (16) parts sociales de la Société de 10 euros chacune (ci-après désignées les « **Parts** »), lui appartenant dans la Société.

### ARTICLE 2. PROPRIETE ET JOUISSANCE

Le Cessionnaire est, à compter de ce jour, propriétaire des Parts et subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux Parts, sans exceptions ni réserves.

Il est expressément convenu qu'à compter de la date de signature des présentes, le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes qui pourraient être attribués aux Parts au titre de l'exercice social en cours au jour de la cession.

SS  
C-6

### **ARTICLE 3. PRIX ET PAIEMENT DU PRIX**

#### **3.1. Prix**

La cession des Parts est consentie et acceptée moyennant le prix principal de un euro (1 €), (ci-après désigné le « Prix »).

#### **3.2. Paiement du Prix**

Les Parties conviennent que le Prix sera payé comme suit :

- à la date de signature des présentes, le Cessionnaire verse la totalité de la somme au Cédant, qui le reconnaît et lui consent bonne et valable quittance.

### **ARTICLE 4. AGREMENT – NOTIFICATION**

Conformément aux dispositions des statuts, la procédure d'agrément des cessionnaires par les autres associés a été respectée dans le cadre de la présente cession.

Selon l'article 11 des statuts de la Société, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

### **ARTICLE 5. ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parts cédées constituent un bien propre de Monsieur CHAUVIN Guillaume, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport dans le capital de la société.

### **ARTICLE 6. DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE**

Le Cédant déclare :

- qu'il est né le 23 février 1980 à Léhon ;
- qu'il est célibataire ;
- qu'il est de nationalité française ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession ;
- que la Société n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- que la Société n'a jamais exercé d'activité illégale ou non conforme à ses statuts ;
- que la Société est à jour de ses déclarations fiscales, sociales ou autres ;
- que la Société a un compte bancaire ouvert dans les livres de la caisse d'épargne et qu'elle ne possède aucun autre bancaire ;
- que la Société n'a jamais eu d'incident de paiement.

Le Cessionnaire déclare :

- qu'il est né le 09 septembre 1989 à Montfermeil ;
- qu'il est de nationalité française ;
- qu'il est résident fiscal de la Collectivité d'Outre Mer de Saint Martin conformément à la réglementation en vigueur.

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 7. DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- Que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,
- Que la société dont les parts sont cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés

## ARTICLE 8. FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

## ARTICLE 9. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cédant qui s'y oblige.

Fait à SAINT MARTIN  
Le 1<sup>er</sup> mars 2024  
En SIX(6) originaux

*Lu et approuvé  
Bon pour la cession de  
seize parts sociales*

**Le Cédant**  
Monsieur CHAUVIN Guillaume<sup>(1)</sup>

*Lu et approuvé. Bon pour acceptation  
de la cession de seize (16) parts  
sociales.*

**Le Cessionnaire**  
Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan<sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Le Cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite « *Lu et approuvé. Bon pour la cession de seize (16) parts sociales* ».

<sup>(2)</sup> Le Cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite « *Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession de seize (16) parts sociales* ».

**Service de l' Enregistrement de Saint-Martin**  
Enregistré le 30/04/2024 - Bordereau 2024-7AB, n° 41  
Droits : 125 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : CENT VINGT CINQ EUROS  
Total reçu : 125 €  
Pour le responsable du Service de l' Enregistrement,  
Astrid BERTAUX


CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE ST MARTIN  
SERVICE DE L'ENREGISTREMENT  
BP 582  
9706 SAINT-MARTIN CEDEX  
enregistrement.saintmartin@dgflp.finances.gouv.fr

**SARL 2C**

**STATUTS modifiés au  
01/03/2024**

---

**Certifiés conformes par la gérance**

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

# SARL 2C

## STATUTS

---

### LES SOUSSIGNÉS,

- Monsieur CHAUVIN Guillaume  
Demeurant Résidence KAFFA – Port Caraïbes – Anse Marcel – 97150 ST Martin  
Né le 23/02/1980 à Dinan, de nationalité française  
Célibataire
  
- Monsieur ASSELIN Dimitri  
Demeurant Lot 13 – 86 rue de Concordia – 97150 ST Martin  
Né le 20/03/1981 à Juvisy sur Orge, de nationalité française  
Célibataire
  
- Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan  
Demeurant Appt 3 Résidence Majorca – Parc de la Baie Orientale – 97150 ST Martin  
Né le 09/09/1989 à Montfermeil  
Célibataire

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

SS AD  
C-6

# CHAPITRE I

---

## FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

### ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

### ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Rôtisserie, traiteur, restauration rapide. Achat, vente, import, export, en gros ou au détail de tous produits alimentaires.

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilière ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

### ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : 2C

Et pour sigle : Coco & Rico

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

#### **ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à : 12 rue Kennedy – 97150 SAINT MARTIN

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

#### **ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clôturé le 30 septembre 2024.

#### **ARTICLE 6 - DURÉE**

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

SS AD  
C-6

# CHAPITRE II

---

## APPORTS - CAPITAL SOCIAL

### ARTICLE 7 - APPORTS

#### APPORTS EN NUMERAIRE

Les associés apportent à la société la somme de 1 000 euros, soit mille euros.

Sur ces apports en numéraire, M. CHAUVIN apporte la somme de 330 euros,  
M. ASSELIN apporte la somme de 330 euros,  
M. SAVUNTHARARASA apporte la somme de 340 euros,

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de 1 000 euros a été déposée au compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque :  
BRED, agence de Marigot – 97150 ST Martin.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

#### RÉCAPITULATION DES APPORTS CONOURANT A LA FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

Apport en numéraire de M. CHAUVIN	330 euros,
Apport en numéraire de M. ASSELIN	330 euros,
Apport en numéraire de M. SAVUNTHARARASA	340 euros,

Total des apports formant le capital social de 1 000 euros

### ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : 1 000 euros.

Il est divisé en 100 parts de 10 euros. chacune, entièrement libérées souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

Suite à une cession de parts sociales intervenues le 01/03/2024, le capital est réparti de la manière suivante :

à M. ASSELIN	50 parts
à M. SAVUNTHARARASA	50 parts

Total des parts formant le capital social 100 parts.

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus-indiquée.

# CHAPITRE III

---

## PARTS SOCIALES - CESSIION DE PARTS

### **ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.  
La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

### **ARTICLE 10 - FORME DES CESSIIONS DE PARTS**

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.  
Pour être opposable aux tiers, un exemplaire des statuts modifiés est déposé au greffe, éventuellement par voie électronique.

### **ARTICLE 11 - AGRÉMENT DES TIERS**

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quart des parts sociales.  
Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

### **ARTICLE 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIE**

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

### **ARTICLE 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN**

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

88  
AD  
C-6

# CHAPITRE IV

---

## GESTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

### ARTICLE 14 - GÉRANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le ou les gérant(s) sont désignés pour la durée de la société ou pour un nombre déterminé d'exercices, par décision :

- des associés représentant plus de la moitié des parts sociales,
- ou de l'associé unique en cas d'EURL,

Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions.

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Le Gérant de la Société est Monsieur SAVUNTHARARASA Sarventhan, Demeurant 210 les Palétuviers – Le Grand Saint Martin – 97150 ST Martin

Il exercera son mandat sans limitation de durée.

### ARTICLE 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

### ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

# CHAPITRE V

---

## CONVENTION ENTRE UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ ET LA SOCIÉTÉ

### **ARTICLE 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE**

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

### **ARTICLE 18 - CONVENTIONS INTERDITES**

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

### **ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

AD

SS

C-G

# CHAPITRE VI

---

## DÉCISIONS COLLECTIVES

### ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Les procès-verbaux d'assemblées générales sont répertoriés dans un registre.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

### ARTICLE 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

### ARTICLE 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé. Ce délai peut être prolongé par décision de justice.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

SS AD  
C-6

## **ARTICLE 23 - DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

## **ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :

- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

## **ARTICLE 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DÉCISIONS PAR ACTE**

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

# CHAPITRE VII

---

## AFFECTATION DES RÉSULTATS

### ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

SS AD  
C-6

# CHAPITRE VIII

---

## TRANSFORMATION - DISSOLUTION

### ARTICLE 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

### ARTICLE 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

### ARTICLE 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

### ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

ST

AD

C-6

# CHAPITRE IX

---

## JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE

### ARTICLE 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

### ARTICLE 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

Fait à Saint Martin

Le 15/05/2023.

En cinq exemplaires originaux

